

Par des travailleurs de  
la Coopérative BAUEN  
et Jorge SANMARTINO  
membre de EDI  
(Economistes  
de gauche)

# Occupant, résistant, produisant...

L'expérience des entreprises occupées et gérées par leurs  
travailleurs [1]

## EN RÉPONSE AU CAPITAL

Le processus d'occupation et de récupération d'entreprises en Argentine a été un phénomène profondément lié à la révolte de la fin 2001, l'« *argentino* ». Il est vrai que quelques entreprises furent récupérées et gérées avant l'explosion populaire, mais elles représentèrent soit une exception, soit le prélude des événements sociaux et politiques déclenchés le 19 et le 20 décembre.

Ce phénomène a été le produit de la convergence de plusieurs facteurs : une crise économique historique, caractérisée par une récession de plus de trois ans, l'épuisement de la parité des changes et la fuite de capitaux qui l'accompagna, traversée par un endettement étatique et privé qui les avait laissés dans un état d'insolvabilité, quand la renégociation de cette soi-disant dette se révéla impossible ; et d'une crise de caractère politique,

caractérisée par la perte de légitimité de toutes les institutions du régime de domination et des partis politiques comme l'UCR (parti radical) et dans, une moindre mesure, le Parti justicialiste (parti péroniste), piliers du système biparti qui s'installa avec la fin de la dictature en 1983. Il s'agissait donc d'une crise historique et globale, du type de celle que le penseur socialiste italien Antonio GRAMSCI a appelée « crise organique », exprimant l'incapacité des classes dominantes à conserver la vieille hégémonie qu'elles exerçaient sur le reste des groupes subordonnés [2].

Cette crise étatique et institutionnelle s'est révélée comme un processus continental, incluant divers pays de la région, comme le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur entre autres, où les politiques néolibérales ont entraîné une profonde perte de légitimité de régimes et de gouvernements étroitement subordonnés aux grands inté-

rêts économiques et dont le résultat a été une résistance populaire croissante.

Alors que les fractions de la classe capitaliste subissaient une désagrégation croissante, les classes populaires tendaient à leur unification et à la solidarité. L'expression extrême de cette alliance sociale s'est manifestée dans ce qui était devenu un mot d'ordre populaire de masse « *piquete y cacerola, la lucha es una sola* » (« *Piquete* » [des chômeurs] et *casserolas* [des petits épargnants], *une seule et même lutte*). Alors que les classes moyennes appauvries et les chômeurs occupaient les rues, la délibération collective, l'idée que seule l'action du peuple mobilisé pourrait résoudre ses propres problèmes, s'étaient incarnées au sein de larges couches de la population. C'est ainsi que, face à la crise, se multiplièrent non seulement la mobilisation et les revendications, mais aussi les initiatives d'autogestion, comme les marchés populaires, les clubs de troc, l'autoproduction au sein des mouvements de chômeurs, alors que les assemblées populaires gagnaient des espaces publics et les faisaient leurs.

Bien que les entreprises occupées et récupérées n'aient pas participé directement à ces manifestations et à ces délibérations, au moins dans leur grande majorité, il est cependant impossible de comprendre le phénomène dont ces centaines d'entreprises ont été le sujet actif sans tenir compte des facteurs environnants, du climat politique de la période. Effectivement la première poussée d'occupation et de permanence dans les entreprises en faillite, en procès judiciaires ou tout simplement vidées par les patrons, a été la défense de la source de travail face au panorama social et économique qui faisait de l'occupation et de la résistance dans les lieux

de travail la seule option réaliste pour conserver un travail. Cela a exprimé une réaction face au processus de crise et à la décomposition des forces ouvrières.

Mais pour qu'une fraction des travailleurs surmonte la barrière morale que signifiait prendre des mesures directes perçues comme illégales, pour qu'elle surmonte les entraves psychologiques et culturelles que signifiait le fait de toucher à la propriété privée, pour que tous les obstacles puissent être surmontés, il fallait un environnement qui les protège et les légitime socialement. Ce fut l'appui populaire, de chaque voisin, de chaque travailleur, de toute personne qui passait le seuil de la porte de l'entreprise, qui a imprimé son rythme et son dynamisme au processus de récupération des entreprises.

Ce furent ces conditions générales, imposées par la crise, et la légitimité sociale de l'occupation des entreprises, qui amenèrent ensuite plus d'un homme politique, législateur ou député, à promouvoir des mesures législatives ou des corrections aux lois antérieures comme celle concernant les faillites, et qui les poussèrent à faciliter la régularisation légale et à canaliser le processus vers des voies institutionnelles, mais aussi à promouvoir avec ces actions leur propre candidature et leur appui populaire. C'est pour cela qu'a été si pernicieuse, à l'intérieur du mouvement des entreprises récupérées, l'influence des politiques qui tendaient à l'attentisme et à la diffusion de l'idée que l'occupation, la solidarité et la lutte commune avec les habitants du quartier, le chômeur et le travailleur actif, portaient atteinte à l'obtention définitive de l'usine, parce qu'elles seraient des mesures politisées. C'est grâce à la capacité à surmonter la peur, la paralysie et à développer une profonde in-

subordination face aux lois et à l'idéologie établies, que les entreprises occupées et autogérées ont pu mener à bien leur lutte, et conquérir, pour certaines d'entre elles, des triomphes provisoires, et à renouveler les espoirs d'une société où on n'ait plus besoin du fouet du patron pour créer la richesse sociale

## LE TRAVAIL

### AU CENTRE DU DÉBAT.

En ces jours tumultueux, les reporters internationaux constataient que la population locale défendait les occupations d'usines parce que « *le droit au travail est prioritaire* ». Cet élément de conscience fut prédominant, et tant les « *piqueteros* » que les entreprises récupérées le mirent en avant à partir de 2001. Couper les routes ou prendre les entreprises devint légitime. Abandonner les travailleurs à leur sort, ne pas payer les salaires, retirer en cachette les machines fut considéré comme un délit social. De la même manière, les « *piqueteros* » coupent les routes parce qu'ils ont besoin de se rendre visibles aux yeux d'une société qui les a déplacés socialement et qui les rend invisibles. Cette situation n'est pas tombée du ciel. Pendant plus de dix ans les chefs d'entreprise ont été récompensés par des aides, des exemptions de cotisations patronales, des avantages fiscaux, ce qui aurait prétendument dû aboutir à une plus grande offre de postes de travail. De la même manière la flexibilisation des lois du travail, la précarisation de l'emploi, l'utilisation du travail au noir, le non-paiement des contributions patronales pour la sécurité sociale, tout cela fut permis et sanctifié sur l'autel de la libre concurrence. Il s'agissait de transformer la force du travail en une marchandise comme n'importe quelle

autre, soumise à aucune autre restriction que celle imposée par l'offre du travail et la demande de main-d'œuvre, alors que pendant ce temps les organisations syndicales s'affaiblissaient substantiellement. Les conséquences en furent une plus grande concentration de capital et une diminution sensible de la participation des travailleurs au produit national. Ainsi le chômage d'un côté et la surcharge de travail et la précarisation de l'autre facilitèrent une augmentation du profit sur un mode régressif, avec comme conséquence l'augmentation de l'inégalité sociale, de la pauvreté et de l'indigence. Le paradis promis par le discours de la démocratie et du marché avait disparu comme un mirage dans le désert. C'est ce cercle infernal de l'exploitation capitaliste qui a été mis en évidence dans les moments les plus aigus de la crise. L'expropriation de l'épargne des classes moyennes et la confiscation des capacités productives d'une main-d'œuvre rejetée comme population ouvrière en sur-nombre ont abouti à une mise en question généralisée de la confiscation capitaliste. Le peuple comprit comme quelque chose de légitime le fait d'affronter et de prendre la propriété des expropriateurs, et défendit le droit au travail placé au-dessus du droit « sacré » à la propriété privée. Face au démembrement ou à la faillite, les travailleurs décidèrent de ne pas rentrer à la maison comme d'habitude mais de rester dans les usines, agrippés à leur poste de travail, occupant et résistant.

Bien que le processus de la prise d'entreprises ait été complètement différent de celui des années soixante-dix, caractérisé par une force du travail puissante et à l'offensive, les occupations actuelles, défensives, sont un chaînon, numériquement réduit,

mais important idéologiquement, de conscience, de recomposition embryonnaire qui, avec l'émergence du mouvement « piquetero », ont été les premières réponses d'une nouvelle classe ouvrière qui a émergé de la période de reconversion et de restructuration capitaliste en Argentine, une expression locale d'un processus de dimension internationale qui avait disloqué les capacités sociales et politiques de résistance ouvrière.

### DROIT DE PROPRIÉTÉ

### ET FORCES SOCIALES

### EN LUTTE

Alors que pendant la décennie 90 l'opinion publique avait été amenée à croire que les employés des entreprises d'État et les cheminots s'étaient appropriés les entreprises publiques et avaient pris en otage les usagers, dans la période ouverte avec la résistance au gouvernement de De La Rúa et la chute qui s'ensuivit (décembre 2001), les masses se sentirent au contraire otages des entreprises privatisées, avec les tarifs les plus élevés du monde et le pire des services. La relation sociale des forces en présence et la conscience idéologique en furent substantiellement modifiées.

Ce fut ce nouveau panorama social qui exigea des modifications ou des contournements du cadre légal en vigueur pour assurer une solution, même provisoire, au mouvement le plus chargé peut-être de légitimité sociale. Ce ne fut pas le droit qui apporta une solution pour les entreprises occupées et gérées par les travailleurs. À l'inverse, ce furent la lutte et la mobilisation sociale autour des entreprises et de leurs travailleurs qui imposèrent de nouvelles normes, y compris sous couvert d'utilité sociale ou autres déclinaisons législatives.

Dans la période ouverte par l'« *argentino* », nous avons assisté à l'affrontement de droits directement opposés : celui de la propriété et celui du travail. Marx avait soutenu que, autour de la lutte pour la détermination du prix de la force de travail, le salaire, se confrontaient deux droits égaux et opposés et que « *droit contre droit, c'est la force qui décide* ». Durant ces dernières années, nous avons assisté à une variante de ce conflit. Le droit fut seulement un sous-produit de cette force sociale en lutte. Le doter d'une vie propre et indépendante du rapport de forces et du conflit a été à l'origine de toute une orientation institutionnaliste qui a bien souvent désarmé les travailleurs et masqué les puissances inhérentes à leur propre force sociale en mouvement. S'il est pleinement légitime d'avoir recours à n'importe quelle argutie légale, d'arriver à des compromis provisoires (comme par exemple la possession provisoire pour deux ans, et même, s'il n'y a pas d'autre recours, le paiement d'un loyer), tout cela ne doit pas être artificiellement embelli, mais doit au contraire être dénoncé comme une tentative de maintenir la précarité des conditions légales des entreprises, et en même temps comme une tentative de canalisation organisée à partir du pouvoir, pour éviter une généralisation et une massification du processus. Comme il n'a pas été possible de déloger les travailleurs de leurs entreprises, (comme cela a été tenté pourtant, par la répression à Lavan de Avellaneda, Acrometal, Brukman, Zanon ou Gatic), comme aucune mesure de répression étatique n'a fait reculer le processus des occupations, on a alors eu recours à des expropriations provisoires, susceptibles d'être annulées en peu de temps et coûteuses, qui devaient être payées par le collectif ou-

vrier. Dans beaucoup d'entreprises, on a convaincu les travailleurs que l'on ne pouvait pas toucher aux machines et aux matières premières, et qu'il fallait attendre pendant des mois une solution légale alors que les salariés ne touchaient pas un sou.

La prise en main, le contrôle de l'entreprise et sa mise en production entraînent des effets politiquement opposés, attendre une solution judiciaire, ou opter pour l'achat et le premier arrangement, au lieu de forcer les demandes par la lutte. Dans ce dernier cas, se créent les conditions de l'émergence d'une nouvelle classe travailleuse, militante et combative. Dans le premier cas, au contraire, se reproduisent les conditions de la subordination et de l'apolitisme grâce auxquels le marché et la domination capitaliste pénètrent les relations sociales de production. Le résultat, cependant, ne va pas dans le sens de la passivité et du légalisme. Certes, dans les entreprises qui n'ont pas connu des occupations et où un arrangement avec le patron ou par de voies strictement légales a eu lieu, la capacité de production est beaucoup plus grande que dans celles où une résistance active et une occupation ont été nécessaires. Par contre, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'expropriation. Dans les entreprises occupées par leurs travailleurs, les expropriations obtenues atteignent 57 %, alors que dans les cas où il n'y a pas occupation, seuls 37 % ont obtenu un certain type d'expropriation [3]. Cela démontre que ce sont les entreprises qui ont lutté, qui ont pris des mesures par la force et qui se sont rendues visibles socialement, qui ont pu le mieux faire pression sur les pouvoirs publics et leur arracher les expropriations les plus profondes.

Une enquête sur les entreprises occupées et récupérées de la ville de Bue-

nos Aires indique que les degrés d'égalitarisme, de liberté et de conscience d'appartenance et d'identification de classe sont supérieurs là où se sont développés le conflit et l'occupation. Cela nous montre aussi le rôle de l'expérience et le sentiment d'appartenance de classe qui en découle, dépassant le stade de simple « associé » et permettant d'affirmer une identité comme composante de la classe travailleuse [4].

### GESTION OUVRIERE ET PARASITISME PATRONAL

*« Par l'action et non par le discours, [les coopératives] ont démontré que la production à grande échelle et avec l'application des préceptes de la science moderne, peut être réalisée sans l'existence d'une classe de patrons qui utilisent le travail de la classe salariée ; que pour produire, les moyens de travail n'ont pas besoin d'être monopolisés, cela servant de moyen de domination et d'exploitation contre l'ouvrier lui-même »* (Marx, Manifeste Inaugural de l'Association Internationale de Travailleurs).

Un des éléments les plus subversifs de l'expérience autogérée est le fait que la capacité ouvrière de produire sans avoir besoin du patron devient visible. La prise en main de l'usine et sa mise en production par les travailleurs eux-mêmes, remettent en question une donnée présentée comme naturelle selon laquelle les forces productives créatrices de toute la richesse sociale sont inhérentes au capital lui-même. Celui-ci disparaissant à l'intérieur de l'entreprise disparaît du même coup l'objet à travers lequel le capital se personnifie comme unique puissance capable de mettre en mouvement les ressources productives, parce que celles-ci, depuis les machines jusqu'aux matières pre-

mières et à la force de travail elle-même apparaissent comme des marchandises avant même la production. De là la conception selon laquelle celles-ci ne pourraient être mises en mouvement que par celui qui les paye, le capital. Ce fétichisme, cette réalité inversée de la nature sociale du capital, sont brisés dans leur logique même par la disparition physique du patron.

Désormais, c'est l'ouvrier collectif qui personnifie le capital, inaugurant une double logique, celle de la socialisation de la propriété en tant que travail et de l'appropriation directement collective, et celle selon laquelle ce sont eux qui sont la personnification du capital en tant que nouveaux propriétaires, privés et indépendants de l'unité productive.

La production sans patron possède une valeur idéologique fondamentale, car elle est la démonstration des capacités historiques de la classe travailleuse à réorganiser la production sur des bases sociales nouvelles, contredisant la conception de la dépendance capitaliste et de l'hétéronomie dans les relations sociales humaines présentées comme des faits de nature.

### ÉLIMINATION DE LA DIRECTION CAPITALISTE ET DÉSALIÉNATION

Marx avait analysé la double fonction du commandement de la direction patronale. Comme fonction technique, elle est inévitable, toute production sociale ayant besoin d'une direction et d'une centralisation, que ces dernières soient plus ou moins démocratiques étant une autre affaire. Mais elle acquiert le caractère d'un commandement despotique en tant

que production sociale qui prend la forme de la production privée capitaliste. Il s'agit de subordonner le travail au commandement despotique du capital. Celui-ci joue le rôle de fonction économique, sociale et politique, bien qu'il prenne l'apparence d'une fonction technique. La gestion ouvrière directe vient interrompre la fonction du commandement capitaliste.

Cette fonction joue le rôle primordial de surveillance, de réglementation, d'imposition et de domestication de toute tentative de liberté, puisqu'il s'agit de rendre docile une force de travail qui doit être consommée de manière à obtenir le plus de travail excédentaire possible. Dans la mesure où le capital ne peut produire qu'à travers l'extraction constante de travail excédentaire, le contrôle social et le despotisme politique au sein de l'entreprise deviennent fondamentaux, assurant la subordination et la discipline constantes afin de reproduire quotidiennement les conditions économiques pour recréer le cycle de l'expropriation de l'excédent de travail.

Le processus d'aliénation du produit du travail comme marchandise extérieure et hostile est consolidé à travers l'aliénation des savoirs ouvriers et surtout de la mutilation de leur capacité de décision collective. Alors que la production est associative et horizontale, le commandement de l'exécution est vertical et individuel. Et ce commandement dans le régime de production capitaliste se trouve « *directement et inséparablement lié aux fonctions productives que tout travail social combiné impose à certains individus comme travail spécial* » [5].

Or, dans les usines dirigées par les travailleurs, le commandement sur le travail possède un contenu relativement différent. Ainsi, tandis que l'on

remplace le commandement technique, qui est inévitable, par un travail coopératif comme celui de la grande industrie, on tend à détruire le contrôle en tant que relation sociale de domination sur la force de travail.

L'élimination du capitaliste et la mise en œuvre de la gestion ouvrière dévoilent le caractère politique de la légion de contremaîtres, de surveillants, de directeurs et de sous-directeurs :

« *Les usines coopératives démontrent que le capitaliste, comme fonctionnaire de la production, est un personnage aussi superflu que le grand propriétaire foncier, caractérisation pourtant attribuée à ce dernier par le capitaliste, du haut de sa culture.* » [6]

Cela implique un processus réel de réappropriation de la capacité collective de décision, de direction et d'exécution du système productif de l'usine dans son ensemble. Les ouvriers conquièrent la totalité complexe dépassant la partialité et l'unilatéralité abrutissantes. Même s'il en découle une diminution temporaire de la productivité, cela est compensé par une meilleure disposition des ouvriers à l'exécution de leur propre tâche. Cette production n'est plus seulement le fruit d'un travail de routine, elle implique aussi, par les circonstances dans lesquelles elle se déroule, un acte politique conscient.

**LA DOUBLE LOGIQUE  
DE LA PRODUCTION  
COLLECTIVE : ÉLÉMENTS  
DE RÉINSERTION  
CAPITALISTE**

Mais la suppression de la domination despotique du capital sur le travail, se réalise dans l'usine sous la gestion ou-

vière pour l'un seulement de ses aspects, celui qui consiste à rompre la première des formes de reproduction du capital, supprimant l'antagonisme entre le capital et le travail au sein de l'entreprise.

Sur le marché, dans la sphère de la circulation, le collectif ouvrier doit nécessairement apparaître avec la même logique que le capitaliste, celle qui permet la réalisation du profit maximum.

Cela implique que le degré d'autonomie que les ouvriers ont obtenu en se réappropriant la direction technique doit être compris dans ses limites, dépendant de leur intervention comme capitalistes sur le marché qui leur impose (parfois plus, parfois moins) de se reproduire à l'intérieur même de l'entreprise.

Ainsi les travailleurs constitués en capitalistes sur le marché se voient contraints de rationaliser les processus de production pour augmenter l'exploitation de leur propre travail.

Plus on se fixe comme unique objectif la capitalisation de l'entreprise, à commencer par son rachat à l'ancien patron ou aux créateurs (achat de l'immeuble, parfois liquidation de la dette de l'ancien patron), plus la priorité est donnée à l'augmentation de la productivité, ce qui implique parfois la non-incorporation de nouveaux travailleurs et la tertiarisation du travail, un retour à la hiérarchisation des savoirs et le retour au travail routinier (il n'y a pas de temps pour apprendre d'autres métiers, pour un roulement sur les différents postes, pour connaître et apprendre à manipuler de nouvelles machines, pour passer par les départements de conception, de commercialisation, et moins encore à consacrer à la solidarité ouvrière, au bien-être commun, au renforcement de liens avec la population locale, etc.). On en arrive

aux primes de productivité, et même à l'embauche de travailleurs salariés par la coopérative. Dans notre pays, beaucoup de coopératives abritent en leur sein les pires formes de l'exploitation capitaliste.

« Dans la pratique, cela se manifeste dans la nécessité de rendre le travail le plus intensif possible, d'allonger sa durée ou de la raccourcir selon la situation du marché et, en raison des exigences de celui-ci, de solliciter plus de force de travail ou de la rejeter et de la mettre à la rue ; en un mot, de pratiquer toutes les méthodes, déjà connues, qui rendent une entreprise capitaliste compétitive. Dans le cas de la coopérative productive il en dérive la nécessité contradictoire pour les ouvriers de se comporter avec tout l'absolutisme nécessaire à une entreprise et de jouer par rapport à eux-mêmes la fonction du chef d'entreprise capitaliste. Cette contradiction finit par faire sombrer la coopérative de production, car, soit elle se transforme en une entreprise capitaliste normale, soit, si les intérêts des ouvriers sont les plus forts, elle se défait comme coopérative ». (Rosa Luxembour, *Réforme ou Révolution*).

Plus les travailleurs d'une entreprise autogérée ont pour objectif l'insertion sur le marché, plus s'imposent les méthodes capitalistes de direction dans l'entreprise. Mais en même temps l'unique possibilité de survie dans les conditions de normalisation capitaliste, c'est son rendement économique efficient. Cette contradiction inévitable exige une dialectique consciente entre la production sous un contrôle démocratique et la participation politique comme composante de la classe travailleuse dans son ensemble. Il n'y a pas d'autre contre-poids aux tendances à la restauration de la hiérarchie imposées par les pressions du marché que le capital politique accumulé, mis au service de

son émancipation comme classe travailleuse d'ensemble. Cette tension est maintenant plus grande que dans la période d'apogée des prises d'usines, car le reflux de la situation politique, imposé depuis l'avènement du nouveau gouvernement et la transformation provisoire du cadre légal, exige un plus grand effort pour les tâches de production et de commercialisation, submergeant la majorité des travailleurs sous des tâches techniques et économiques.

## LA FORME JURIDIQUE

### COOPÉRATIVE :

### TACTIQUE OU PROJET

### SOCIAL ?

En certaines occasions, les différents acteurs à l'intérieur du processus des entreprises occupées et récupérées ont été différenciés selon les formes juridiques de possession qu'ils revendiquaient. Ainsi on a parlé de secteurs *pro-coopératives* et de secteurs *pro-étatisation* sous contrôle ouvrier. Mais cette façon d'envisager le problème amène à mettre l'accent sur les formes juridiques de possession et à dissimuler l'essence, le contenu de la stratégie de chaque secteur. La modalité coopérative n'a pas été, selon nous, une option idéologique ni même la meilleure option légale. Il s'est agi simplement d'utiliser les recours légaux les plus faciles, les plus expéditifs, utilisés par la règle en vigueur pour assurer le plus vite possible un cadre légal minimum afin de conserver la source de travail. Cela a dû être, finalement, le recours de toutes les entreprises, y compris de celles qui pendant longtemps ont refusé d'enregistrer leur propre coopérative. Bien que les coopératives aient historiquement été une réponse de la classe travailleuse aux banqueroutes et

au chômage, constituant des pas positifs vers l'auto gouvernement économique, on peut constater aussi que, sous la couverture légale coopérative, on peut découvrir les pires formes d'exploitation capitaliste, de malversations et de corruption. Dans d'autres cas, elles sont de simples formes juridiques qui recouvrent des entreprises capitalistes moyennes et même de grande dimension.

Le système du coopérativisme a ébloui de nombreux penseurs, qui ont affirmé voir dans ces unités économiques l'embryon du socialisme ou même une prétendue « *accumulation socialiste originelle* », selon la vision des leaders du socialisme réformiste. Parmi les penseurs de « l'autonomie », les entreprises récupérées et les microprojets productifs des mouvements « *piqueteros* » sont un modèle d'autogestion en marge du marché et de l'argent. Mais le socialisme réformiste n'a jamais pu éviter la domination des grandes entreprises capitalistes ni la marchandisation croissante du monde social, et l'autogestion n'a jamais pu remplacer ni le papier monnaie ni le marché dans le fonctionnement de la société, ou bien n'a pu créer véritablement un circuit auto productif sans papier monnaie ou sans avoir recours aux grands fournisseurs. Il s'agirait d'ailleurs d'une régression vers des formes pré-capitalistes plutôt que d'une avancée vers des formes sociales supérieures. Nous considérons que c'est seulement par l'action collective de l'ensemble de la classe travailleuse, éliminant et dépassant la propriété privée et la domination mercantile sur la vie sociale, que l'on peut ouvrir la voie à une nouvelle société, sans exploités ni exploités. Un tel dépassement de la société de classes ne peut être atteint que par des moyens politiques, c'est-à-dire en remettant en question l'en-

semble du système social et politique dominant. Aucune accumulation économique, par ailleurs incapable de rentrer en compétition avec l'accumulation capitaliste, ne peut être autre chose qu'un facteur politique, c'est-à-dire une réserve économique au service de la lutte de classes, à la manière d'un syndicat qui a recours au fond permanent de grève pour prévoir les luttes futures.

De sorte que les formes juridiques que les mouvements de la classe travailleuse adoptent dépendent de facteurs conjoncturels qui sont entièrement secondaires. Assimiler toute occupation d'usine aux voies réformistes et légalistes parce qu'elles adoptent la forme coopérative équivaut à dénoncer comme parlementariste tout mouvement socialiste qui se présente à des élections parlementaires. De la même manière, les entreprises qui ont exigé l'étatisation sous contrôle ouvrier, comme Zanon, ont été les entreprises les plus combattives du mouvement. Leur projet d'étatisation sous contrôle ouvrier part de l'objectif de la planification économique d'ensemble par le moyen du contrôle ouvrier de la production, étendu aux différentes branches de la production, par exemple les entreprises de construction, interdisant la récupération par la direction de l'État. Cela ne devrait pas conduire à faire de l'étatisation un autre fétiche. Ce qui est fondamental comme instrument stratégique des travailleurs, c'est leur indépendance politique, leur perspective de classe, au-delà des formes juridiques qu'ils adoptent. Si le coopérativisme, en tant que pas en avant, a eu sa contrepartie dans les déformations mercantilistes et exploiteuses, l'étatisme comme véhicule de planification sociale a eu sa contrepartie dans la récupération capitaliste des entreprises en crise, ou

dans le contrôle social et politique répressif envers les travailleurs de la part de l'État.

Enfin, alors que le processus réel et concret de récupération d'usines s'est réalisé pour l'essentiel dans les petites et moyennes entreprises, dans la période historique actuelle, l'étatisation ne fait pas partie du programme du gouvernement comme cela fut le cas dans la période de l'après-Guerre. L'étatisation comme tactique légale généralisée a souffert d'irréalisme, et bien qu'elle se maintienne comme programme de lutte tout à fait louable, elle a dû être écartée comme instrument conjoncturel.

Malgré tout, il est bien vrai que, dans le mouvement des entreprises occupées et récupérées, il existe des secteurs ayant des politiques et des méthodes différentes.

Quelques-uns ont fait reposer leurs espoirs dans le caractère progressiste du gouvernement de Kirchner dont ils pouvaient attendre la solution à leurs problèmes. D'autres secteurs, comme celui du Dr. Caro, insistent sur leur alignement avec les gouvernements au pouvoir et sur les arrangements derrière la scène, bien que leur discours se veuille en apparence apolitique et qu'ils aient imposé dans les entreprises de leur mouvement la rupture totale et complète avec les assemblées de quartier, arrivant même à cette extrémité de fermer les centres culturels comme celui qu'avaient construit les habitants du quartier à Grissinópolis.

Les formes de gestion et de participation des travailleurs à l'intérieur des entreprises caractérisent aussi les différents secteurs du mouvement. Tandis que certains prennent appui sur leur base et font de grands efforts pour accompagner les expériences et le développement de la conscience politique des travailleurs, facilitant

leur participation active tant dans la production que dans la lutte sociale et politique, d'autres secteurs tendent à prendre leurs distances avec leur base et à imposer des méthodes verticalistes à la fonction productive, maintenant les travailleurs à l'écart des débats politiques à l'intérieur du mouvement.

En définitive, bien que les divergences internes au mouvement soient nombreuses, elles peuvent se synthétiser en une divergence, de loin la plus importante : ou bien la conquête des revendications ouvrières à travers la lutte indépendante, au sein de laquelle la « lutte judiciaire » et les compromis avec le pouvoir sont secondaires, ou bien la subordination aux lois et aux hommes politiques qui les édictent comme des préceptes intangibles, faisant du mouvement de la classe travailleuse une clientèle politique et une masse de manœuvre, pratique de la majorité des dirigeants syndicaux.

## LE TRAVAIL

### ET SA « DIGNITÉ »

Le concept de « récupération » a été associé au maintien des postes de travail. Mais la défense des sources de travail s'est confondue avec l'idée que le « travail, c'est la dignité ». « La culture du travail » plonge ses racines dans de vieilles traditions syndicales et politiques, fomentant la division sociale entre ceux qui « travaillent » d'un côté, et ceux qui « pensent » et « font de la politique » de l'autre. Cependant, dans la société capitaliste, le travail n'existe qu'en tant que travail salarié, c'est-à-dire exploité. De cette manière, le temps libre disponible pour une minorité est le produit du travail exténuant et abrutissant de la majorité. Le travail que nous connaissons en Argentine, un travail précarisé et d'une durée ho-

raire de plus de neuf heures quotidiennes en moyenne, signifie moins de temps libre pour les loisirs, l'éducation, l'art et la culture.

Si l'on observe dans notre pays l'évolution du marché du travail dans les dernières décennies, on peut constater que les augmentations de productivité résultant de l'investissement en capital et du progrès technologique ne débouchent pas sur une diminution du temps de travail de chaque ouvrier ou employé, ni sur l'augmentation du salaire réel dans la participation totale, mais au contraire dans le licenciement de travailleurs et dans la surexploitation de ceux qui restent. Le résultat est une augmentation structurelle du chômage d'un côté, et du sur-travail de l'autre, là où presque la moitié des travailleurs ne sont pas enregistrés officiellement. Parler dans ces conditions de « culture du travail » équivalait à renforcer l'idéologie de la subordination au capital. Bien que cela paraisse sans importance pour le futur des travailleurs des entreprises récupérées, cela se présente en fait comme une réalité palpable chaque jour, puisque le travail précarisé est mis en concurrence par l'intermédiaire des prix du marché avec lesquels il doit entrer en compétition. L'exigence adressée à l'État d'aides aux entreprises récupérées, de conditions d'achat de la production, d'assurance sociale, de syndicalisation et autres avantages, constitue des facteurs politiques insérés dans le marché pour assurer des conditions favorables de reproduction de la main-d'œuvre, et pour créer de nouveaux postes de travail, facilitant la réduction de la journée de travail et la capacité d'obtenir plus de temps libre.

D'autre part on a insisté sur l'idée qu'il faut défendre le « travail national ». Cela a été mis en avant par les dirigeants de la CGT et par le patronat na-

tional. Selon ceux-ci, les chefs d'entreprise nationaux et les travailleurs partageraient un projet commun face au capital étranger. On considère que ce drapeau est aujourd'hui mis en avant dans son expression la plus élevée par le gouvernement national de Kirchner lui-même, dont le slogan est : « *la production et le travail* » et « *un pays sérieux* ». Cependant les chefs d'entreprise nationaux ont fait bloc avec les entreprises étrangères pour impulser des lois du travail créant de la flexibilisation et occasionnant des licenciements et le recul des acquis des travailleurs. Dans de nombreux cas, ils se sont associés au pouvoir politique et ont fait pression pour obtenir de nouveaux avantages, comme la réduction des contributions patronales ou les ART. Les petites et moyennes entreprises ont obtenu de plus grandes facilités pour l'exploitation ouvrière dans des conditions précaires, et des facilités pour le licenciement sans indemnisation. Par ailleurs, il n'existe aucune fraction capitaliste qui soit aujourd'hui disposée à promouvoir un programme de travaux publics, renforçant le marché intérieur et la redistribution des revenus, ce qui exigerait en premier lieu de cesser de payer la dette extérieure et d'entrer en conflit avec les puissances impérialistes et les pouvoirs économiques étrangers qui dominant aujourd'hui l'économie nationale.

La possibilité de sortir du marasme et de la décadence nationale ne se trouve pas aujourd'hui dans les mains d'une classe patronale nationale qu'il faudrait appuyer, mais dans celles des forces créatrices des travailleurs. Cette délimitation stratégique amène le mouvement à des orientations politiques très différentes, en premier lieu à une claire différenciation par rapport au gouvernement actuel.

## NOUVELLE ÉTAPE, NOUVEAUX DÉFIS

L'avènement du président Kirchner a signifié une coupure avec la période ouverte en décembre 2001. Il n'en est pas le résultat légitime, mais la forme qu'a prise la recomposition du régime politique. Mais cette recomposition d'un système politique épuisé ne pouvait se réaliser en reprenant les vieilles formules et les discours néolibéraux. La gouvernabilité ne pouvait être récupérée qu'en tenant compte de certaines exigences populaires. Là est la source des différences entre le discours de Kirchner et celui de De La Rúa ou de Menem, mais la raison des quelques avancées dans le domaine des droits de l'Homme, ou dans la rénovation de la Cour Suprême. Ainsi s'explique que, quotidiennement, Kirchner fait connaître publiquement ses disputes avec le FMI ou avec certaines entreprises privatisées. Cependant, bien que le gouvernement Kirchner ne soit pas la continuité linéaire des présidents antérieurs, dans son essence, son rôle fondamental a été de sauver le régime et ses partis, mis à mal par l'irruption populaire. Bien que ses discours soient très différents de ceux des vieilles « relations charnelles » avec les États-Unis, la politique extérieure argentine se caractérise par son alignement sur l'administration nord-américaine. Sur le plan intérieur, il a conservé les fondements essentiels des politiques néolibérales, maintenant le même schéma que celui qui prévalait dans les années quatre-vingt-dix en ce qui concerne les privatisations, le marché du travail, les fonds de pension AFJP et le sauvetage des banques. Bien qu'il reçoive aujourd'hui l'appui de segments importants de la population, il n'incarne aucun projet d'indépendance politique

ni de souveraineté économique. Même si le cycle économique s'est inversé et qu'il y a des indices de croissance de plus de 8 % du PBI pendant presque trois ans, le chômage continue d'être de 16 %, et les conditions de la précarisation se sont aggravées. Les plus riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres.

Le flux et le rythme de la récupération d'entreprises ont diminué, puisque la croissance économique réduit les faillites et ouvre des possibilités pour que les travailleurs d'entreprises en faillite cherchent d'autres emplois dans d'autres secteurs. Cependant les conditions actuelles des entreprises récupérées se caractérisent par leur grande instabilité et par leur précarité légale et économique. Alors que le gouvernement a subventionné des banques et des créditeurs, il a laissé livrées à leur sort les entreprises récupérées, ce qui ne l'a pas empêché de poser pour la photo... Il reste encore une lutte difficile pour imposer une loi nationale d'expropriation qui facilite l'occupation et la possession définitive des entreprises, non seulement avant les faillites mais aussi face à leur pillage ou au boycott.

Le mouvement d'occupation et de gestion ouvrières continue à bénéficier d'une ample sympathie parmi la population. Malgré toutes les différences qui peuvent subsister dans le mouvement, il existe des bases communes pour unifier toutes les entreprises en faveur de ces lois d'expropriation, réalisant une ample campagne et un plan de lutte à cette fin, en plus de l'appui aux entreprises qui n'ont pas encore obtenu la possession légale ou qui ne peuvent pas commencer la production par manque de capital ou de matières premières. Pour assurer le succès de cette campagne, il est nécessaire de la centraliser, en commun avec tous les secteurs du mouvement, en planifiant

les mesures de lutte à réaliser. Toutes les autres demandes, depuis les expropriations encore en cours jusqu'à l'existence d'aides et autres besoins, devraient être envisagées dans cette perspective générale et unifiée.

En même temps, nous avons besoin de faire partie plus que jamais de la lutte de la classe travailleuse dans son ensemble, de ne pas nous replier sur nous-mêmes ni de nous isoler. De participer activement au mouvement ouvrier, en appuyant les luttes salariales en cours, ainsi qu'à toutes les tentatives de regroupement de classe pour récupérer les organisations syndicales. Notre meilleur capital réside dans la participation active et militante dans la lutte des classes aux côtés de l'ensemble des travailleurs.

#### DE L'EXPÉRIENCE

#### AUTOGÉRÉE

#### À L'OBJECTIF

#### DU CHANGEMENT SOCIAL

Marx avertissait que « *pour utile que soit dans la pratique le travail coopératif, s'il est maintenu dans le cercle étroit des efforts conjoncturels d'ouvriers isolés, jamais il ne réussira à arrêter le développement en progression géométrique du monopole, à libérer les masses, ou au moins à soulager de façon perceptible le poids de leur misère* » (Manifeste Inaugural de l'Association Internationale des Travailleurs). Cela est aujourd'hui mille fois plus évident qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Le processus de privatisation et de concentration capitaliste laisse des marges ridicules à la production coopérative à grande échelle, surtout dans les grandes entreprises stratégiques. Bien que la gestion ouvrière assume un rôle pédagogique fondamental, elle est cependant infiniment plus incapable de jouer un rôle économique dans l'émancipation

des travailleurs que dans le passé. C'est que, produit du développement des forces productives, de l'extension des entreprises transnationales, de la pénétration de la grande propriété capitaliste jusque dans les pores les plus minuscules de la société, c'est le grand capital, là où aucune coopérative ne pourra arriver, qui concentre entre ses mains les ressorts fondamentaux de la production et de la reproduction de la vie sociale.

L'« *extension du coopérativisme à des dimensions nationales* » ne pourrait être atteinte qu'en réorganisant la production sur de nouvelles bases sociales, dont le point de départ est la récupération par toute la société des moyens de production fondamentaux. Un horizon social nouveau requiert l'unité de classe, articulée par un projet politique émancipateur, le dépassement de tout particularisme, de tout corporatisme, pour épouser la cause commune de nos intérêts d'ensemble.

#### Notes

- 1- Cet article est né de l'échange et du débat collectif et de la réélaboration de textes antérieurs à la lumière de l'expérience de plus de quatre ans d'existence des occupations d'usines.
- 2- Gramsci, Antonio. *Notes sur Machiavel, sur la politique et l'état moderne*.
- 3- « Les entreprises récupérées en Argentine », Rapport du second relèvement du Programme Faculté Ouverte de la Faculté de Philosophie et Lettres de la UBA, Juin 1995, p. 58.
- 4- Juliàn Rebòn, *Désobéissant au chômage*, Ediciones Picaso-La Rosa Blindada, 2004, p. 107.
- 5- Karl Marx, *Le Capital*, Tome III, Chap. XXIII
- 6- Karl Marx, Idem.